

Christine ROMANI
Commissaire aux Comptes
Inscrit près la cour d'appel d'Aix-en-Provence
Siren : 479 461 675
Code APE : 6920Z

94, Avenue du Prado
Le Murillo
13008 Marseille

Tél : 06 12 77 49 43 / 04 91 55 53 85
E-mail : christine.romani@wanadoo.fr

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

ASSOCIATION LE CITRON JAUNE

30 avenue Marx Dormoy
13230 Port-Saint-Louis-du-Rhône

Siret : 326 256 484 00022 Code APE : 9001Z

1 – Opinion

En exécution de la mission qui m'a été confiée, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Le Citron Jaune relatif à **l'exercice clos le 31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport et présentant **un excédent de 50 Euros**.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 – Fondement de l'opinion

2.1 – Référentiel d'audit

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

2.2 – Indépendance

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui me sont applicables, **sur la période du 01/01/2024 à la date d'émission de mon rapport**, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

3 – Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je vous informe que les appréciations les plus importantes auxquelles j'ai procédé, selon mon jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment en ce qui concerne :

- La justification des subventions et l'utilisation des subventions,
- Le solde des subventions à recevoir à la clôture de l'exercice,
- L'appréciation du montant des fonds dédiés,

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de mon opinion exprimée dans la première partie de ce rapport. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4– Vérification et information spécifiques

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi. En application de la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels.

5 – Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Direction.

6 – Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir **l'assurance raisonnable** que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure en annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Marseille, le 29 avril 2025

Christine ROMANI
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.



BILAN ACTIF

	Exercice clos le 31/12/2024			Exercice clos le 31/12/23
	Brut	Amortissement et dépréciation	Net au 31/12/24	
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits ...				
Immobilisations incorporelles en cours	4 977	4 206	772	393
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	15 660		15 660	15 660
Constructions	1 894 787	357 206	1 537 581	1 623 158
Installations techniques, matériel et outillage industriels	130 942	81 381	49 561	48 073
Immobilisations corporelles en cours	3 067		3 067	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	9 867		9 867	9 684
Autres titres immobilisés	92		92	92
Prêts				
Autres	8 611		8 611	8 611
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	2 068 003	442 793	1 625 210	1 705 669
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	679		679	4 661
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	511 492		511 492	456 230
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	82 499		82 499	202 736
Charges constatées d'avance	1 290		1 290	7 191
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	595 960		595 960	670 818
FRAIS D'ÉMISSION DES EMPRUNTS (III)				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS (IV)				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF (V)				
TOTAL ACTIF (I + II + III + IV + V)	2 663 963	442 793	2 221 170	2 376 487

BILAN PASSIF

	Exercice clos le 31/12/24	Exercice clos le 31/12/23
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Écarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	141 040	131 498
Excédent ou déficit de l'exercice	50	9 541
SITUATION NETTE	141 089	141 040
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 673 636	1 772 260
Provisions réglementées		
TOTAL FONDS PROPRES (I)	1 814 725	1 913 300
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	15 000	47 888
TOTAL FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS (II)	15 000	47 888
PROVISIONS		
Provisions pour risques	33 536	33 536
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS (III)	33 536	33 536
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	156 140	173 193
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations	4 282	4 282
Dettes fiscales et sociales	28 622	31 022
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	92 757	118 266
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	76 108	55 000
TOTAL DETTES (III)	357 909	381 763
ECARTS DE CONVERSION DU PASSIF (V)		
TOTAL PASSIF (I + II + III + IV + V)	2 221 170	2 376 487

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 1)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS D'EXPLOITATION				
Cotisations				
Ventes de biens et services	4 041	3 551		
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de service	8 268	9 019		
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	697 685	680 879		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières		7 384		
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		3 648	(3 648)	-100%
Utilisations des fonds dédiés	47 888	23 000		
Autres produits	2	1	0	23%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	757 883	727 481	30 402	4%
CHARGES D'EXPLOITATION				
Achats de marchandises	2 927	4 310	(1 384)	-32%
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	401 484	359 091	42 394	12%
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	7 129	5 274	1 855	35%
Salaires et traitements	238 213	224 843	13 370	6%
Charges sociales	90 891	74 466	16 425	22%
Dotations aux amortissements	100 553	75 149	25 404	34%
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	15 000	47 888		
Autres charges	5	507	(502)	-99%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	856 203	791 528	64 675	8%
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	(98 319)	(64 046)	(34 273)	-54%
PRODUITS FINANCIERS				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	199	96	103	108%
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (III)	199	96	103	108%
CHARGES FINANCIÈRES				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	2 932	3 253	(321)	-10%
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES (VI)	2 932	3 253	(321)	-10%
2. RÉSULTAT FINANCIER (V - VI)	(2 732)	(3 157)	425	13%
3. RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	(101 052)	(67 203)	(33 848)	-50%

RÉSULTAT DE L'EXERCICE (PARTIE 2)

	Au 31/12/2024	Au 31/12/2023	Variation	
PRODUITS EXCEPTIONNELS				
Sur opérations de gestion	5 734	13 479	(7 745)	-57%
Sur opérations en capital	98 624	74 184	24 440	33%
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
TOTAL PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	104 358	87 663	16 695	19%
CHARGES EXCEPTIONNELLES				
Sur opérations de gestion	3 136	9 212	(6 075)	-66%
Sur opérations en capital	121	1 707	(1 586)	-93%
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
TOTAL CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	3 257	10 919	(7 662)	-70%
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	101 101	76 745	24 357	32%
PARTICIPATION DES SALARIÉS AUX RÉSULTATS (VII)				
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (VIII)				
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	862 441	815 241	47 200	6%
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII+ VIII)	862 391	805 700	56 692	7%
EXCÉDENT OU DÉFICIT	50	9 541	(9 491)	-99%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Dons en nature				
Prestations en nature				
Bénévolat				
TOTAL CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
Secours en nature				
Mises à disposition gratuite de biens				
Prestations en nature				
Personnel bénévole				
TOTAL DES CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				

ANNEXE

1 janvier 2024 au 31 décembre 2024

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

1. Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2024 ont été établis conformément au règlement ANC n° 2014-03 du 5 juin 2014, règlement homologué par arrêté du 8 septembre 2014 publié au Journal Officiel du 15 octobre 2014 ainsi qu'aux avis et recommandations ultérieurs de l'Autorité des Normes Comptables (ANC). Ils respectent également le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 modifié relatifs aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

2. Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Le coût d'une immobilisation produite par l'entreprise pour elle-même est déterminé en utilisant les mêmes principes que pour une immobilisation acquise. Ce coût de production inclut le prix d'achat des matières consommées, des coûts attribuables à la préparation en vue de l'utilisation envisagée après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement. Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et/ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Construction	20 à 30 ans
Agencement, aménagement, installation technique	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Matériel de bureau et mobilier	10 ans
Matériel informatique	3 ans

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

3. Frais d'établissement

Les frais de constitution, de transformation et de premier établissement ont été inscrits à l'actif en frais d'établissement.

4. Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations, les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production. Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks. Les intérêts sont exclus pour la valorisation des stocks.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

5. Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

6. Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

7. Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances, disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision pour risques, en totalité suivant les modalités réglementaires

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Néant

Circonstances qui empêchent la comparabilité d'un exercice à l'autre

Néant

Autres éléments significatifs

Néant

VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	À l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	À la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Écarts de réévaluation					
Réserves					
Report à nouveau	131 498	9 541			141 040
Excédent ou déficit de l'exercice	9 541				50
SITUATION NETTE	141 040				141 089
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 772 260			98 624	1 673 636
Provisions réglementées					
TOTAL FONDS PROPRES	1 913 300			98 624	1 814 725

VARIATION DES FONDS DEDIEÉS

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
PROJET 1/DRAC 2023							
Subventions d'exploitation	12000		12000				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 1/DRAC 2023	12000		12000				
PROJET 2/DRAC EAC 2023							
Subventions d'exploitation	9000		9000				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 2/DRAC EAC 2023	9000		9000				
PROJET 3/PSL MANIF							
Subventions d'exploitation	7000		7000				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 3/PSL MANIF	7000		7000				
PROJET 4/MPM 23							
Subventions d'exploitation	4064		4064				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 4/MPM 23	4064		4064				
PROJET 5/PSL							
Subventions d'exploitation	3050		3050				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 5/PSL	3050		3050				

VARIATION DES FONDS DEDIES

Variation des fonds dédiés	À l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursement		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
PROJET 6/CD 13							
Subventions d'exploitation	1830		1830				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 6/CD 13	1830		1830				
PROJET 7/LOGIREM CONTRAT DE VILLE							
Subventions d'exploitation	2000		2000				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 7/LOGIREM CONTRAT DE VILLE	2000		2000				
PROJET 8/FONDATION France PROJET PHARE							
Subventions d'exploitation	8944		8944				
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 8/FONDATION France PROJET	8944		8944				
PROJET 9/DRAC CATALYSEUR							
Subventions d'exploitation						10 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 9/DRAC CATALYSEUR						10 000	
PROJET 10/CD13 CATALYSEUR							
Subventions d'exploitation						5 000	
Contributions financières d'autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL PROJET 10/CD13 CATALYSEUR						5 000	

SUIVI SUBVENTIONS

2023					2024			
	N° SUBV COMPTA	NOTIFIÉS	RECU AU 31/12/2023	RESTE A PERCEVOIR AU 31/12/2023	RECU AU 31/12/2024	RESTE A PERCEVOIR AU 31/12/2024	FD	PCA
ETAT								
DRAC		36950,00	- €	- €	36 950,00 €	- €	- €	16 950,00 €
Etat - DRAC PREFET PROG 361	SUBV 2405	21000,00			21 000,00 €	- €		1 000,00 €
Etat - DRAC PREFET AAP MEDIA	SUBV 2413	3200,00			3 200,00 €	- €		3 200,00 €
Etat - DRAC PREFET LEA GOOD	SUBV 2407	2750,00			2 750,00 €	- €		2 750,00 €
Etat - DRAC PREFET PLAN RURALITE	SUBV 2415	10000,00			10 000,00 €	- €		10 000,00 €
Etat - Prefet REGION		338000,00			338 000,00 €	- €	10 000,00 €	- €
PREFET REGION DRAC	SUBV 2405	302000,00			302 000,00 €	- €		
PREFET REGION DRAC CATALYSEUR	SUBV 2407	30000,00			30 000,00 €	- €	10 000,00 €	
PREFET REGION DRAC - MDP	SUBV 2407	6000,00			6 000,00 €	- €		
RÉGION		90000,00	63 000,00 €	27 000,00 €	63 000,00 €	54 000,00 €	- €	- €
Région - PACA CNAREP 2023	SUBV 2301	90000,00	63 000,00 €	27 000,00 €	- €	27 000,00 €		
Région - PACA CNAREP 2024	SUBV 2402	90000,00			63 000,00 €	27 000,00 €		
DÉPARTEMENT		64750,00	- €	- €	64 750,00 €	- €	5 000,00 €	3 750,00 €
Département 13 - Fonctionnement	SUBV 2403	40000,00			40 000,00 €	- €		
Département 13 – Mercredi du Port	SUBV 2403	8000,00			8 000,00 €	- €		
Département 13 – Léa Good	SUBV 2409	3750,00			3 750,00 €	- €		3 750,00 €
Département 13 – CATALYSEURS	SUBV 2414	10000,00			10 000,00 €	- €	5 000,00 €	
Département 13 - PONTS VERTS	SUBV 2411	3000,00			3 000,00 €	- €		
COMMUNES		99000,00	- €	- €	99 000,00 €	- €	- €	- €
Port saint Louis/PONT VERTS	SUBV 2412	5000,00			5 000,00 €	- €		
Port saint Louis/MANIFESTATIONS	SUBV 2406	54000,00			54 000,00 €	- €		
Port saint Louis/FONCTIONNEMENT	SUBV 2406	40000,00			40 000,00 €	- €		
METROPOLE		47662,00	- €	- €	39 662,00 €	8 000,00 €	- €	- €
Métropole – AIX CONTRAT VILLE PONT VERTS	SUBV 2408	6662,00			6 662,00 €	- €		
Métropole – AIX/CAO/FONCTIONNEMENT	SUBV 2404	40000,00			32 000,00 €	8 000,00 €		
Métropole – AIX- CONTRAT VILLE - STAGE CIRQUE	SUBV 2408	1000,00			1 000,00 €	- €		
DIVERS		42328,00	30 000,00 €	30 000,00 €	42 328,00 €	30 000,00 €	- €	55 408,00 €
FONDATION France - CARASSO	SUBV 2308 REPORT PCA	60000,00	30 000,00 €	30 000,00 €	- €	30 000,00 €		29 000,00 €
EUROPE - LAND	FACTURATION	37328,00			37 328,00 €	- €		26 408,00 €
LOGIREM/PONTS VERTS	SUBV 2410	3000,00			3 000,00 €	- €		
13 HABITAT/CIRQUE	SUBV 2401	2000,00			2 000,00 €	- €		
TOTAL		718690,00	- €		#####	#####	#####	#####
PCA 23->24		55 000,00 €						
FD 23->24		47 888,00 €						
TOTAL 74 - 2024 AVANT REPORT 2025		773 690,00 €						
FD 24->25		15 000,00 €						
PCA 24->25		76 108,00 €						
TOTAL 74 - 2024 APRES REPORT 2025		697 582,00 €						
TOTAL FD 2024		15 000,00 €						

IMMOBILISATIONS

	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice	Réévaluation légale
		Réévaluation	Acquisitions	Virements de poste à poste	Cessions et mises hors service		Valeur d'origine en fin d'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES							
Frais d'établissement et de développement							
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3602		1375			4977	
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	3602		1375			4977	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES							
Terrains	15660					15660	
Constructions sur sol propre	1894787					1894787	
Constructions sur sol d'autrui							
Installations générales, agenc- des construction							
Installations techniques, matériel et outillage ind	60679		1616		175	62120	
Installations générales, agencements divers	29522		10855		6355	34023	
Matériel de transport	8690				800	7890	
Matériel de bureau et informatique, mobilier	23791		3119			26910	
Emballages récupérables et divers							
Immobilisations corporelles en cours			3067			3067	
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	2033129		18657		7330	2044456	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES							
Participations évaluées par mise en équivalence							
Autres participations	9684		183			9867	
Autres titres immobilisés	92					92	
Prêts et autres immobilisations financières	8611					8611	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES (III)	18387		183			18570	
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III)	2055118		20215		7330	2068003	

AMORTISSEMENTS

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant des amortissements au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux cessions d'actif	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 210	996		4 206
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (I)	3 210	996		4 206
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre	271 630	85 576		357 206
Constructions sur sol d'autrui				
Inst. générales, agencements et aménagements des constructions				
Inst. techniques, matériel et outillage industriel	34 109	6 757	55	40 812
Inst. générales, agencements, aménagements divers	28 348	1 351	6 355	23 345
Matériel de transport	5 731	658	800	5 589
Matériel de bureau et informatique, mobilier	6 421	5 215		11 636
Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES (II)	346 239	99 557	7 209	438 587
TOTAL GÉNÉRAL (I+II)	349 449	100 553	7 209	442 793

CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES	Situations et mouvements de l'exercice			
	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
TOTAL CHARGES RÉPARTIES SUR PLUSIEURS EXERCICES				

ÉCHÉANCES DES CRÉANCES À LA CLÔTURE

Créances	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	8 611		8 611
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	679	679	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	415 909	415 909	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Créances diverses envers l'État et les collectivités publiques	95 000	95 000	
Groupe et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	1 290	1 290	
TOTAL DES CRÉANCES	521 489	512 878	8 611

PROVISIONS

	Montant cumulé à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant cumulé à la clôture de l'exercice
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
Provisions pour reconstitution des gisements pétroliers				
Provisions pour investissements				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour implantation à l'étranger (avant 1/1/92)				
Provisions pour implantation à l'étranger (après 1/1/92)				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES				
Provisions pour litiges	22042,5			22042,5
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes et charges				
Provisions pour pensions et obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour grosses réparations				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	59381,59		32888	26493,59
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	81424,09		32888	48536,09

ÉCHÉANCES DES DETTES À LA CLÔTURE

Dettes	Montant brut	Échéance à un an au plus	Échéance à plus d'un an et 5 ans au plus	Échéance à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus de 1 an à l'origine	156 140	156 140		
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	45 270	45 270		
Personnel et comptes rattachés	40 428	40 428		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	20 766	20 766		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	7 099	7 099		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	757	757		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	11 237	11 237		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	76 108	76 108		
TOTAL DETTES	357 805	357 805		

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

	Montants
Charges d'exploitation	1290
Charges financières	
Charges exceptionnelles	
TOTAL CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	1290

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

	Montants
Produits d'exploitation	76 108
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
TOTAL PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	

CHARGES À PAYER

	Montants
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 249
Dettes fiscales et sociales	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL CHARGES À PAYER	5 249

PRODUITS À RECEVOIR

	Montants
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	103
Disponibilités	
TOTAL PRODUITS À RECEVOIR	